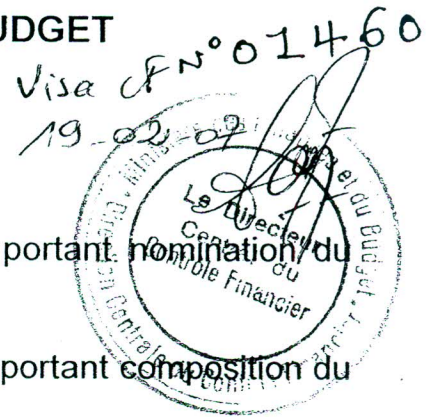


LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



- Vu La constitution ;
- Vu Le décret n° 2006 – 002/PRES du 05 janvier 2006 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu Le décret n° 2006 – 003/PRES/PM du 06 janvier 2006 portant composition du gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu La loi n°006 – 2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret n° 2003 – 567/PRES du 29 octobre 2003 portant promulgation de la loi n°006 – 2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret n° 2002 – 446/PRES/PM/MFB du 29 octobre 2002 portant organisation du Ministère des Finances et du Budget ;
- Vu Décret n° 2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- Vu Décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
- Vu Décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu Décret n° 2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics.
- Vu Le décret n°2003 – 269/PRES/PM/MFB du 27 mai 2003 portant réglementation générale des achats publics ;



- Vu** Le décret n°2005 – 097/PRES/PM/MFB du 23 février 2005 portant création du Comité National de Coordination et de Suivi des réformes du secteur des marchés publics ;
- Sur** proposition du Président du Comité National de Coordination et de Suivi des réformes du secteur des marchés publics.

## **A R R E T E**

**Article 1 :** L'article 4 de l'arrêté n° 2003 – 0281/MFB/CAB portant fixation des pièces administratives à produire par les candidats aux marchés publics est modifié comme suit :

Au lieu de :

« l'absence ou la non conformité des pièces administratives ci-dessus citées entraîne d'une part, la disqualification du candidat sans possibilité de recours devant les instances de règlement amiable pour les appels d'offres et les demandes de prix ou de propositions et d'autre part, le rejet de la requête de passation d'un contrat de gré à gré »

lire :

« l'absence ou la non conformité des pièces administratives ci-dessus citées entraîne d'une part la disqualification du candidat pour les appels d'offres et les demandes de prix ou de propositions et d'autre part, le rejet de la requête de passation d'un contrat de gré à gré.

Toutefois, les plaintes élevées par un soumissionnaire s'estimant lésé, suite à un rejet de son offre, de sa proposition ou de sa requête peuvent faire l'objet d'un recours devant la commission de réglementation amiable des litiges ».

**Article 2 :** Les modalités de saisine, de prise de décision de la commission de règlement amiable des litiges sont celles définies aux articles 131, 133, 136, 137, et 138 du décret n° 2003 – 269/PRES/PM/MFB portant réglementation générale des achats publics du 27 mai 2003.

Article 3 : Le présent arrêté modificatif qui abroge toutes dispositions antérieures contraires sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou le, 02/03/2007

